



FONCTIONS PUBLIQUES ET ASSIMILÉS

Paris, le 17 janvier 2005

Communiqué

Déclarations de Dutreil : Une propagande inacceptable

Le 20 janvier prochain, les personnels des fonctions publiques seront en grève et manifesteront pour exprimer leurs revendications salariales.

Face à des revendications sur le rattrapage nécessaire et la hausse du pouvoir d'achat, le gouvernement s'est refusé à toutes propositions sérieuses.

Le ministre de la Fonction publique propose une augmentation de 1% (0,54% en masse salariale) qui accentuera les pertes subies ces dernières années.

L'Union syndicale Solidaires dénonce le caractère inacceptable et méprisant de ces propositions.

Au-delà, c'est le mécontentement face aux attaques et aux dégradations des missions publiques et des services publics qui seront portées cette semaine.

Les salariés de la Poste seront en grève le 18 janvier, jour du débat parlementaire sur la loi postale qui prévoit la privatisation des services financiers, ceux de la SNCF manifesteront le 19 janvier lors du débat sur le budget 2005.

Le 20 janvier, ce seront tous les secteurs de la Fonction publique qui seront en mouvement.

Les propos de Renaud Dutreil déclarant que les journées de grève seraient prélevées voudraient laisser croire que tel n'est pas le cas habituellement. Les personnels grévistes dont la fiche de paie a été amputé pendant des mois suite au conflit des retraites peuvent témoigner de l'évidence de la déclaration du Ministre de la Fonction publique.

Le Ministre de la Fonction publique a accentué, ce lundi, son opération de propagande en déclarant qu'il y avait "une guerre entre deux France, celle du public et celle du privé".

M.Dutreil a indiqué que face aux mouvements de cette semaine "il ne tremblait pas à chaque fois que quelqu'un est mécontent"

Ces déclarations faites lors des vœux du ministre sont inacceptables et provocatrices. Elles sont une nouvelle fois méprisantes envers les fonctionnaires, cherchent à diviser les salariés, alors même que des actions interprofessionnelles se préparent pour le 5 février, et sont indignes d'un ministre de la république. Le mot de guerre employé par Renaud Dutreil est inqualifiable et l'Union syndicale Solidaires exige que le ministre s'explique publiquement sur ses propos.

Ceux-ci surviennent alors que les mouvements du mois de janvier sont majoritairement soutenus par l'opinion publique.

Renaud Dutreil ferait mieux de revoir à la hausse ces propositions salariales et ouvrir de véritables négociations au lieu de se lancer dans des opérations de propagande cherchant à diviser secteur public et secteur privé.

Si le ministre est payé pour de telles déclarations, c'est son salaire qui devrait être prélevé. On peut d'ailleurs se demander si après de telles paroles un ministre de la Fonction publique peut rester à son poste.

L'Union syndicale Solidaires dénonce vigoureusement les propos du ministre et appelle les personnels des fonctions publiques à lui adresser la seule réponse possible :

Toute et tous en grève le 20 janvier